



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
aux affaires départementales**

Arrêté n°2026 SGAD/BE-096 en date du 11 mai 2026

fixant des prescriptions complémentaires à l'usine de fabrication de piles et de batteries exploitée par la société Saft rue George Leclanché à Poitiers, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Le Préfet de la Vienne
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;

Vu le décret du 8 avril 2026 du président de la République portant nomination de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de la Vienne ;

Vu le décret du 7 août 2025 du président de la République portant nomination de Madame Murièle BOIREAU, secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de l'arrondissement de Poitiers ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-D2/B3-259 en date du 18 août 2008 autorisant monsieur le directeur de la société SAFT à exploiter, sous certaines conditions, rue Georges Leclanché à Poitiers, une unité de fabrication de piles et de batteries, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires du 1^{er} juin 2023 et du 25 avril 2025 ;

Vu l'arrêté n° 2025 SGAD/BE-180 du 15 septembre 2025 relatif aux prescriptions générales (APPG) applicables aux ateliers de charge d'accumulateurs stationnaires d'énergie situés en extérieur mettant en œuvre des technologies au lithium et soumis à déclaration sous la rubrique 2925-2 – installations nouvelles ;

Vu l'arrêté n°2026-SG-SGAD-008 du 6 mai 2026 donnant délégation de signature à Madame Murièle BOIREAU, secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de l'arrondissement de Poitiers ;

Vu le porter à connaissance du 24 avril 2026 pour la création d'une zone d'accueil de 3 containers de stockage d'énergie en extérieur par batteries lithium (BESS) et ses pièces jointes (complément à l'étude de dangers, évaluation des impacts...);

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 avril 2026 proposant les prescriptions complémentaires du présent acte ;

Vu le courriel adressé le 27 avril 2026 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courriel du 7 mai 2026 ;

Considérant que la société SAFT a pour projet d'implanter trois containers batteries et équipements annexes sur son site de Poitiers ;

Considérant que la société est soumise à déclaration au titre de la rubrique 2925-2 pour l'activité de chargement d'accumulateurs électrique ;

Considérant que l'analyse de la modification permet de conclure au caractère non substantiel de celle-ci ;

Considérant que l'exploitant propose la mise en place de dispositions techniques devant être reprises par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Considérant que les moyens de lutte contre l'incendie et de rétention des eaux d'extinction du site sont suffisantes pour répondre aux besoins de l'installation, au regard des hypothèses décrites dans le dossier susvisé ;

Considérant que l'absence de propagation d'un emballement thermique à l'intérieur de l'enceinte a été démontrée par des essais réalisés au titre de la norme UL 9540A en vigueur ;

Considérant que l'exploitant a justifié du respect de l'intégralité des prescriptions prises au travers de l'arrêté préfectoral général daté du 15 septembre 2025 susvisé ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions par arrêté préfectoral complémentaire pour garantir la maîtrise du risque ainsi que le respect des dispositions de façon pérenne aux dispositions de l'APPG du 15 septembre 2025 et du porter à connaissance du 24 avril 2026 susvisés ;

Considérant que l'article R.181-45 du code de l'environnement permet d'édicter des prescriptions complémentaires en vue de protéger les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que dans le cadre de la procédure contradictoire, l'exploitant a précisé, par courrier du 7 mai 2026 susvisé, que seuls 3 paramètres (CO, CO₂ et H₂) feront l'objet d'une surveillance atmosphériques en cas d'incendie de la zone de stockage BESS et concernant les autres paramètres, l'exploitant indique qu'ils ne sont pas pertinents dans la mesure où ces derniers, et au regard des modélisations, seraient présents en quantités très faibles ou à l'état de traces et sans impact démontré du point de vue des effets toxiques ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION

Les dispositions applicables à la société Saft, SIREN 383 703 873, dont le siège social est situé 26 Quai Charles Pasqua 92 300 Levallois-Perret, pour l'établissement qu'elle est autorisée à exploiter rue Georges Leclanché 86 000 Poitiers, sont modifiées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Le tableau de l'article 2 du 1^{er} juin 2023 susvisé est remplacé par le suivant :

Rubrique Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique et critère de classement	Nature de l'installation	Capacité maximale autorisée
1450	A	Solides inflammables La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	Lithium primaire Lithium rechargeable - Carbone : 7 t Lithium : 11 t Magnésium : 1 t	19 t
2790	A	Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	Lithium primaire URD - Inertage et broyage des piles	25 t
4130 2	A	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t	Lithium primaire - Chlorure de thionyle Électrolyte	41,5 t
2565 2	E	Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique 2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant : a) Supérieur à 1 500 l	Satellites	3 000 l

2940 2	E	<p>Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (Pulvérisation, enduction...).</p> <p>Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est :</p> <p>a) Supérieure à 100 kilogrammes/jour</p>	<p>Batteries lithium</p> <p>Lithium primaire</p> <p>Lithium rechargeable</p> <p>Satellites</p>	1 500 kg/j
1185 2	DC	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	Site	1 215 kg (dont 15 kg pour le BESS objet du PAC sus-visé)
1978 8	D	<p>Solvants organiques</p> <p>8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/an</p>	<p>Batteries lithium</p> <p>Lithium primaire</p> <p>Lithium rechargeable</p> <p>Satellites</p>	35 t
2560 2	DC	<p>Travail mécanique des métaux et alliages</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW</p>	Site	500 kW
2910 A	DC	<p>Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <p>2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	Site	10,2 MW

2915 2	D	<p>Procédés de chauffage</p> <p>2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 l</p>	Lithium rechargeable	12 000 l
2925 2	D	<p>Ateliers de charge d'accumulateurs</p> <p>2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération étant supérieure à 600 kW</p>	<p>Lithium rechargeable Satellites (1067 kW)</p> <p>et</p> <p>BESS objet du PAC susvisé- container convertisseur (3 600 kW)</p>	4 667 kW
4120 2	D	<p>Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition</p> <p>2. Substances et mélanges liquides</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	<p>Espace</p> <p>-</p> <p>Acétate de mercure : 100 kg</p> <p>Résine Soli- thane 100 kg</p> <p>Solution mère d'amal- gamation : 2 tonnes</p>	2,2 t
4130 3	D	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation</p> <p>3. Gaz ou gaz liquéfiés</p> <p>b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 2 t</p>	<p>Lithium Primaire</p> <p>-</p> <p>Dioxyde de soufre</p>	1 t
4330	DC	<p>Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t</p>	<p>Lithium primaire</p> <p>Lithium rechargeable</p> <p>-</p> <p>Isopropanol : 1,5 tonnes</p> <p>Electrolytes LiR : 2 tonnes</p> <p>Résines, colles et sol- vants divers en pe- tites quantités : 2,5 tonnes</p>	6 t
4719	D	<p>Acétylène (numéro CAS 74-86-2)</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t</p>	Maintenance	500 kg

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES INSTALLATIONS LIÉES AU BESS OBJET DU PAC SUSVISÉ

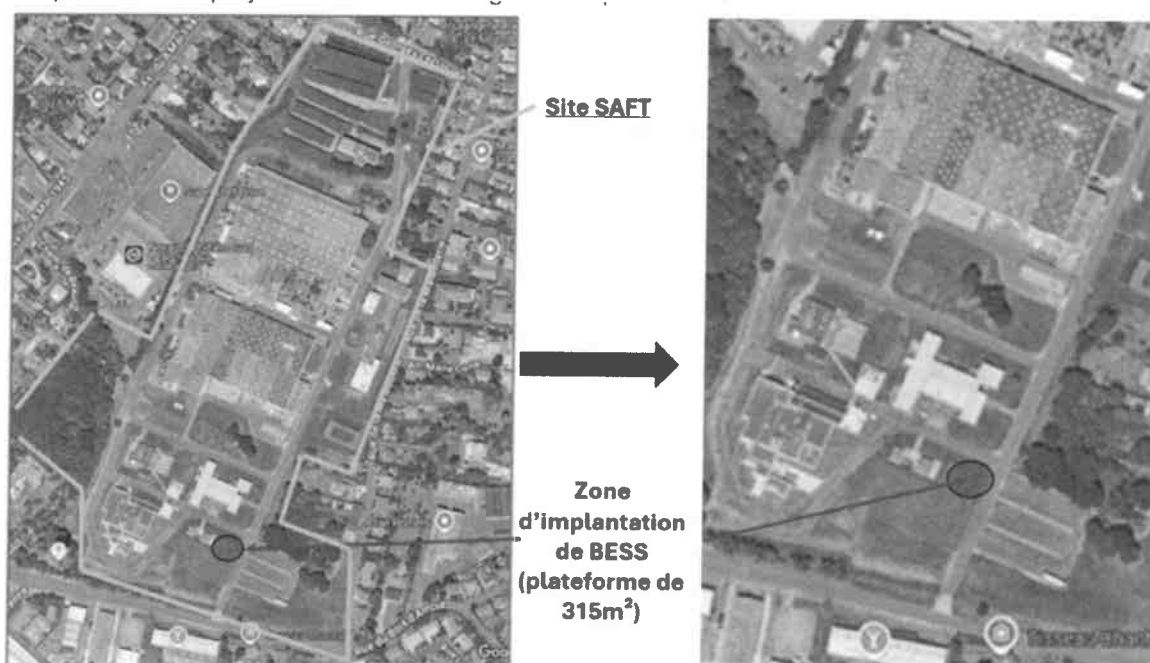
Le BESS est constitué des équipements suivants :

- 3 containers batteries de technologie LFP, de capacité unitaire de 3,3 MWh ;
- 1 convertisseur de puissance avec transformateur : puissance de charge et de décharge de 3,6 MW ;
- 1 container 10 pieds pilotage

Les équipements complémentaires à installer dans le poste électrique J du bâtiment 9 du site sont :

- une cellule disjoncteur HTA ;
- une cellule de comptage ;
- des protections basses tension raccordement auxiliaires

La modification projetée se situe au niveau d'une zone au Sud de l'établissement sur une plateforme de moins de 400 m².



En outre, les distances d'éloignement de l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2025 susvisé sont respectées ainsi que les suivantes ; les containers batteries sont implantés :

- à près de 41 m de la limite de propriété la plus proche du site ;
- à 18 m du bâtiment le plus près ;
- 3 m l'un de l'autre.

ARTICLE 4 – RÉGLEMENTATIONS APPLICABLES ET RECOLLEMENT

De manière générale, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions précisées dans l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2025 susvisé ainsi que des éléments développés dans son porter à connaissance susvisé.

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise une évaluation de la conformité de ses installations par rapport aux dispositions du présent arrêté, de l'APPG du 15 septembre susvisé et des éléments contenus dans son porter à connaissance du 24 avril 2026 susvisé.

En cas de non-conformités, l'exploitant établit un plan d'action qu'il communique à l'inspection des installations classées en justifiant l'acceptabilité des échéances qu'il a retenues pour se mettre en conformité.

ARTICLE 5 – ÉTUDE FOUDRE ET TRAVAUX ASSOCIES

Au plus tard à la mise en service des BESS, l'exploitant met à jour les études foudre de son établissement et réalise les travaux nécessaires le cas échéant de protection contre les effets directs et indirects de la foudre.

ARTICLE 6 – PLAN DES RÉSEAUX AQUEUX

Au plus tard à la mise en service des BESS, l'exploitant met à jour le plan des réseaux aqueux de son établissement pour intégrer la zone BESS et les connexions hydrauliques au bassin de confinement des eaux d'extinction. Le plan mis à jour contient l'ensemble des items réglementaires.

ARTICLE 7 – MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

En complément des dispositions de l'article 4.1 de l'APPG du 15 septembre 2025 susvisé, trois poteaux incendie sont situés à moins de 100 mètres des containers BESS et ces derniers délivrent un débit suffisant pour permettre d'alimenter les systèmes de refroidissement en eau internes au containers, munis d'une colonne sèche ad hoc.

Ce système de refroidissement à eau, muni de têtes « déluge » alimente de l'extérieur par les équipes de secours et permet si nécessaire un refroidissement du compartiment « batterie » avec un débit de 600 l/mn sous 4 bar, sans nécessité d'ouverture du conteneur.

ARTICLE 8 – RÉTENTION ET ISOLEMENT DU RÉSEAU DE COLLECTE

En complément des dispositions de l'article 4.2 de l'APPG du 15 septembre 2025 susvisé, les eaux de refroidissement et d'extinction en cas d'aléa au niveau de la zone BESS sont collectées et canalisées vers le bassin de confinement du site (dont le volume est porté à 1 650 m³ avant la fin de l'année 2026).

ARTICLE 9 – ÉVÉNEMENTS DE SURPRESSION DES CONTAINERS

En complément des dispositions de l'article 2.3 de l'APPG du 15 septembre 2025 susvisé, chaque conteneur est équipé de 6 événements de surpression afin de prévenir tout risque d'explosion. Les événements de surpression sont tarés à 50 mbar.

ARTICLE 10 – PRÉVENTION DES INCENDIES AUX ABORDS

Du fait des risques d'incendie, les abords immédiats et l'aire de charge sont débroussaillés et

débarrassés de toute matière combustible (herbes sèches, etc.) et les produits utilisés pour ces opérations sont de nature telle qu'ils ne peuvent provoquer des réactions dangereuses avec les matières ou équipements présents sur l'aire de charge.

ARTICLE 11 – CONSIGNE DE SECURITÉ

En complément des dispositions de l'article 4.3 de l'APPG du 15 septembre 2025 susvisé, l'exploitant établit une procédure d'intervention et les consignes de sécurité à destination des services de secours et d'incendie (fiche scénario à intégrer POI ou équivalent).

Cette procédure mentionne explicitement qu'en cas d'incendie, l'enceinte reste fermée et qu'aucune personne ne doit tenter de pénétrer ou d'intervenir à l'intérieur, par quelque ouverture que ce soit (porte, fenêtre, trappe, etc.). Les critères de transfert de responsabilités pour permettre le désengagement des pompiers sur site y sont définis.

ARTICLE 12 – DISPERSION DES FUMÉES EN CAS D'EMBALLEMENT THERMIQUE / INCENDIE

En cas d'incendie, un réseau de mesures atmosphériques est à mettre en place par l'exploitant autour de l'installation. La mise en œuvre de ce réseau de mesure est décrite dans le POI de l'établissement (ou tout document équivalent s'y substituant).

En outre par précaution, l'exploitant met en place en cas d'aléa sur la zone BESS, un périmètre de sécurité de 15 m autour des conteneurs. Les équipes d'intervention du site disposent de 2 balises d'analyses multi-gaz et de détecteurs portatifs pour contrôler le périmètre. Ces dispositifs doivent permettre de mesurer l'ensemble des composants susceptibles d'être retrouvés dans les fumées et *a minima* (liste non exhaustive) ; CO, CO₂, H₂.

Le déploiement des modalités supra est testé à l'occasion d'un exercice au plus tard deux mois après la mise en service des BESS.

ARTICLE 13 – MISE EN SECURITE DE L'INSTALLATION EN CAS D'INCIDENT

En complément des dispositions de l'article 3.1 de l'APPG du 15 septembre 2025 susvisé, toute anomalie de fonctionnement détectées sur l'ensemble des systèmes de sécurité (détection, SSI, extinction...) entraînent la mise en sécurité de l'installation. Toutes les alarmes associées à ces anomalies sont reportées en temps réel au poste de garde où une présence humaine est permanente.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation.

ARTICLE 14 – BRUIT

En complément des dispositions de l'article 6.1 de l'APPG du 15 septembre 2025 susvisé, l'exploitant réalise, six mois à compter de la mise en service des BESS, une analyse acoustique répondant aux attendus et représentative de l'activité de l'établissement et couvrant l'ensemble des points pertinents en limites de propriété et en ZER.

ARTICLE 15 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

1° Par la société Saft dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivantes : www.telerecours.fr

Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de produire de copies du recours et l'enregistrement de ce dernier est immédiat, sans délai d'acheminement.

ARTICLE 16 – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Poitiers et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de la Vienne ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vienne (rubriques « actions d'Etat – environnement, risques naturels et technologiques – installations classées – industrielles ») pour une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 17 – EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de Vienne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le maire de Poitiers, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Saft et dont une copie sera adressée à la mairie de Poitiers ainsi qu'au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Poitiers, le 11 mai 2026

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale



Murièle BOIREAU